

2012-2013

Étudiant : Armand QUENUM BECHIR

Titre : Rôle et influence des Chambres Régionales des Comptes dans les projets d'aménagement du territoire

Résumé :

La Chambre Régionale des Comptes a une mission de contrôle budgétaire et d'évaluation des politiques publiques, notamment des projets d'aménagement du territoire. Le mémoire montre que ces institutions contribuent à l'amélioration de la bonne gouvernance au sein des collectivités territoriales. Les élus perçoivent les rapports produits par les Chambres comme une contrainte et ne suivent pas nécessairement leurs recommandations, quitte à être sanctionnés plus tard par les électeurs dans les urnes.

Étudiant : Catherine ECHERBAULT

Titre : Les maisons de santé : la réponse à la désertification médicale ? L'exemple de la Basse Normandie

Résumé :

L'approche territoriale de la santé a permis de mettre en évidence l'existence de déserts médicaux dans les territoires ruraux. La médecine générale en particulier et son exercice dans les zones rurales ont perdu de leur attractivité auprès des jeunes générations de médecins là où les besoins de la population sont de plus en plus importants. Les réformes et mesures successives n'ont pas permis d'apporter de réponses efficaces au problème de la démographie médicale et de sa répartition sur le territoire. Le déploiement des maisons de santé dans les territoires ruraux, fortement soutenu par les collectivités territoriales apporte une première réponse adaptée aux aspirations des jeunes médecins. Elles devront cependant encore apporter la preuve de leur capacité à fédérer autour d'elles les autres acteurs de santé du territoire où elles sont implantées.

Étudiant : Lorraine LEFEVRE

Titre : Développement des mobilités douces et influence sur l'attractivité du centre-ville. Le cas de Caen

Résumé :

Depuis quelques années, de nombreuses municipalités françaises dont celle de Caen, aménagent leurs espaces publics au profit des mobilités douces (piétonisation et pistes cyclables). Ces agencements s'inscrivent entre autre dans une démarche de dynamisation du centre-ville et notamment de leurs commerces. L'avènement de la voiture a entraîné l'étalement urbain. L'installation de centres commerciaux en périphérie est une des conséquences de cette périurbanisation. Les habitants de l'agglomération caennaise utilisent encore beaucoup leurs voitures dans leurs déplacements quotidiens. La difficulté de stationnement est une des raisons majeures de la baisse de la fréquentation du centre-ville. C'est pourquoi ce mémoire de recherche s'intéresse au lien entre les mobilités douces en centre-ville et son attractivité. Une enquête a été menée pendant un peu plus d'un mois auprès d'un panel de consommateurs du centre-ville de Caen. L'analyse d'études réalisées à Caen et dans son agglomération complète cette recherche. L'aménagement de mobilités douces en centre-ville contribue à l'amélioration du cadre urbain et indirectement à sa fréquentation.

Étudiant : Olivier LECHEVALIER-BOISSEL

Titre : Caen-Deauville : concurrence ou complémentarité des aéroports de l'espace normand ?

Résumé :

Au cours des dernières décennies, le transport aérien a totalement changé de physionomie. A ces débuts sous tutelle des États, il est maintenant libéralisé et soumis aux lois du marché, il connaît depuis un essor sans précédent. Dans ce contexte, se pose la question du devenir des aéroports régionaux devenus maintenant trop nombreux et souvent peu rentables lorsque leur trafic passagers est inférieur à 200 000 passagers par an. L'État s'étant séparé de la plupart de ses aéroports régionaux, il revient aux collectivités territoriales de trouver des issues à des problématiques souvent insolubles. Dans ce cadre, il sera examiné le cas de Caen-Carpique et de Deauville-Normandie, deux aéroports situés à 45 minutes l'un de l'autre afin d'examiner la réalité de leur concurrence ou de leur complémentarité supposées.

Étudiant : Patrick JOUIN

Titre : Vers un projet territorial basé sur la transition énergétique : l'exemple du développement de la filière des agrocombustibles

Résumé :

Ce mémoire a pour objet de traiter la problématique du développement des agrocombustibles et notamment du pellet vert par les collectivités locales sous l'angle de l'économie verte et de sa définition dans un projet de transition énergétique.

A partir de la littérature scientifique existante, il tente d'appréhender ce qui constitue les éléments déterminants et les leviers de cette nouvelle économie. Cette dernière peut être caractérisée de « croissance verte » ou encore de « nouveau capitalisme vert » et se traduit par l'émergence de nouveaux business.

L'implication des différentes parties prenantes du territoire apparaît comme le socle du développement pour co-construire un projet de création d'une nouvelle filière énergétique. En croisant le développement de l'économie verte et le territoire, très logiquement, se posent la définition des systèmes productifs locaux. La dimension de l'organisation des systèmes productifs locaux permet aussi d'appréhender de manière pertinente la question de l'applicabilité du développement sur le territoire, notamment en définissant un ensemble d'action autour de ce nouveau système et ses implications.

Étudiant : Julien BREHIER

Titre : Les enjeux économiques et territoriaux liés à la construction de stades de football dans les villes moyennes sont ils à la hauteur des investissements consentis par les collectivités ?

Résumé :

La construction de nouveaux stades de football dans les villes moyennes, représente un enjeu important pour les collectivités de par les sommes investies et les retombées qui peuvent en découler. En ce début de 21ème siècle, de nombreux équipements flambants neufs ont vu le jour en France ou sont en passe de le faire et répondent ainsi à divers objectifs visés par les collectivités.

Alors que, historiquement, les collectivités ont toujours pris en charge cet équipement public, l'émergence du privé dans les modèles de financement et d'exploitation des stades posent de nombreuses questions notamment sur les risques encourus dus à l'aléa sportif et le devenir des clubs résidents.

Dans cette optique, les stades ne se contentent plus uniquement de desservir un club de football mais entrent dans une stratégie globale de développement territorial où ils sont perçus comme un outil multifonctionnel vecteur d'activité commerciale et économique.

L'objet de ce mémoire sera de s'interroger s'il est raisonnable de construire un stade au vu des impacts et des retombées générés par rapport à la lourdeur des investissements consentis.

Étudiant : Aurélien DUMONTROT

Titre : Faire du tourisme durable en montagne : une nouvelle demande ?

Résumé :

Ce mémoire présente un état des lieux de la connaissance du concept du tourisme durable ainsi que du degré d'adhésion des voyageurs à celui-ci. Il interroge sur les motivations qu'auraient les touristes quant à sa pratique ainsi que les éventuels freins qui empêcheraient celle-ci. Il interroge également la question de l'adaptation de ces motivations dans un milieu naturel, à savoir la montagne. Deux différentes méthodologies ont été adoptées afin de répondre à ces questions : une enquête qualitative avec six interviews réalisées ainsi qu'une enquête quantitative menée sur un échantillon de 572 personnes de laquelle ont découlé certaines typologies de touristes. Les résultats ont fait ressortir une notion du concept encore floue mais un réel désir de le pratiquer. Les principales motivations sont liées à l'environnement mais l'aspect économique prend de plus en plus d'importance à l'inverse de l'aspect social. Le principal frein quant à sa pratique serait l'image d'un tourisme plus onéreux qu'un tourisme classique. Enfin, la montagne est largement plébiscitée pour la pratique du tourisme durable et les motivations resteraient inchangées.

Étudiant : Véronique BRETEAU

Titre : Processus et stratégies des entrepreneurs pour s'implanter sur un territoire ? Le cas du Calvados.

Résumé :

Dans un contexte économique tendu, la concurrence entre territoires s'intensifie pour attirer les entreprises. Parallèlement les facteurs de localisation ont évolué. Le dirigeant ne raisonne plus seulement selon des critères économiques mais plutôt sur des critères affectifs. Il recherche, avant tout, une localisation satisfaisante pour lui. Les collectivités doivent tenir compte de tous ces nouveaux facteurs pour attirer les entreprises. Pour favoriser l'ancrage de ces entreprises nouvelles installées, et éviter qu'elles ne soient sollicitées par d'autres territoires, les collectivités doivent, non seulement, accompagner le dirigeant à chaque étape du processus de décision d'implantation, mais aussi assurer un suivi de l'entreprise après son installation.

Étudiant : Eric BONNEAU

Titre : La représentation de la réussite d'un projet de développement territorial durable pour les acteurs d'une SCIC

Résumé :

Les années 2000 ont vu naître une nouvelle forme statutaire d'entreprise commerciale : la société coopérative d'intérêt collectif (S.C.I.C.). Nait de la nécessité d'associer les secteurs marchands, non marchands et publics dans le développement territoriale locale pour créer des activités innovantes et leur donner les moyens de fonctionner à long terme, cette nouvelle forme d'entrepreneuriat est rendue possible par la production d'un cadre légal favorable à une collaboration qualifiée de multi partie prenante. Créé il y a une douzaine d'années, ce statut n'a pas fait école dans le paysage français de l'économie sociale et solidaire, pas plus que dans celui de l'entrepreneuriat. Peu de travaux ont été réalisés sur les causes de cet échec. L'objet de la présente étude est d'analyser les facteurs de mobilisations qui conditionnent les représentations de réussites d'une telle structure pour les acteurs de sa gouvernance afin de décliner des hypothèses et de tenter d'apporter un modeste éclairage sur un sujet qui mériterait d'être beaucoup plus exploré par la recherche.

Étudiant : Florence CLOUARD

Titre : Les politiques d'attractivité et de marketing territorial des villes : étude comparative du Havre et de Saint-Etienne

Résumé :

Marques, publicité, ambassadeurs... de plus en plus de territoires ont recours à des outils issus du marketing commercial pour vendre leurs atouts et valoriser leur image à l'extérieur. Soumis à une concurrence nationale et internationale de plus en plus intense, les territoires sont face à un enjeu majeur : renforcer leur attractivité. Pour cela, ils mettent en place des stratégies de marketing territorial. Est-il cependant possible de prouver et mesurer leurs effets ? L'analyse des politiques marketing du Havre et de Saint-Etienne, deux villes qui souffrent d'un important déficit d'image, sert de point d'appui pour répondre à cette problématique. Ces études de cas permettront d'identifier les stratégies et outils les mieux adaptés aux territoires. Ils donnent également des indications sur l'organisation la plus appropriée à une démarche de marketing territorial. D'une manière plus générale, le marketing territorial doit être considéré comme une ressource qui peut répondre à bien plus qu'au seul besoin d'attractivité des territoires.

Étudiant : Jean REMY

Titre : La fabrique de la culture : étude de la stratégie des acteurs pour construire la programmation culturelle d'une ville. L'exemple de Caen.

Résumé :

La culture représente aujourd'hui un enjeu social et économique majeur. Financée majoritairement par les collectivités locales, leur effort budgétaire semble aujourd'hui atteindre un effet de seuil. Dans ce contexte de raréfaction des crédits publics et de recherche d'efficacité économique de la politique culturelle cette étude réalisée sur la base d'entretiens qualitatifs auprès de programmeurs s'attache à établir les déterminants de la programmation des institutions culturelles des collectivités locales. La programmation culturelle traduit une stratégie de prise en compte des contraintes techniques, géographiques, administratives, politiques qui va refléter la personnalité du programmeur.

Étudiant : Paul HAMELIN

Titre : Pour une approche territoriale du développement durable. Le cas de la ville d'Angers et de la Communauté d'Agglomération d'Angers Loire Métropole

Résumé :

L'émergence puis la diffusion du concept de développement durable et de ses enjeux interroge le rôle de l'action locale et la responsabilité des collectivités territoriales en la matière. Ce mémoire universitaire se penche donc sur cette thématique, et pose la problématique suivante : en quoi l'approche territoriale du développement durable constitue la meilleure réponse aux enjeux posés par ce concept ? Pour répondre à cette dernière, une première hypothèse postule que l'approche territoriale constitue la meilleure approche du développement durable, la seconde affirme qu'il existe un échelon de territoire privilégié pour répondre aux enjeux que posent le développement durable. A travers un intense travail de recherche et d'analyse de textes et ouvrages académiques, complété par une étude de cas de la Ville d'Angers et d'Angers Loire Métropole, l'auteur prouve que l'approche territoriale est bien la meilleure approche du développement durable. Il démontre en effet que cette approche permet particulièrement d'exploiter les compétences des collectivités, de sensibiliser et de mobiliser un grand nombre d'acteurs, favorise l'innovation et permet une prise en compte de l'hétérogénéité des territoires. Il montre aussi qu'aucun territoire pertinent de l'action ne peut véritablement s'imposer, mais que tous peuvent apparaître pertinents, dès lors que chacun prend ses responsabilités, étudie l'impact de ses propres actions sur les autres territoires, écoute les autres collectivités et collabore avec elles. Enfin, le mémoire s'achève sur plusieurs recommandations managériales à destination des acteurs publics locaux.

2014-2015

Étudiant : Laurence BINET

Titre : De la ressource territoriale au système énergétique territorial

Résumé :

Cette recherche propose de traiter du concept récent de l'économie circulaire qui répond à un enjeu mondial : l'optimisation de l'utilisation de ressources limitées ou en voie de raréfaction. Cette étude destinée aux collectivités territoriales normandes ainsi qu'aux futurs industriels tentera de répondre à la question : Par quels processus met-on en place sur le territoire normand une économie circulaire basée sur la valorisation des déchets verts et organiques ? Elle s'articule autour de trois sujets principaux. La définition, l'implication, la mobilisation des acteurs constituent le premier thème abordé. Ensuite l'étude portera sur les moyens de financement qu'ils soient publics ou privés, qu'ils soient basés sur des aides ou sur la mise en place d'une volonté politique de taxation différente des déchets. Enfin, nous nous intéresserons à la biomasse à travers les différents moyens mis en œuvre pour une valorisation des déchets qu'il s'agisse de valorisation matière c'est-à-dire principalement le recyclage, ou de valorisation énergétique c'est-à-dire la transformation des déchets en ressources énergétiques.

Étudiant : Alazne CAMINA IZKARA

Titre : Culture évaluative et prise de décision au sein des collectivités territoriales : le cas de la Basse-Normandie

Résumé :

Notre étude scientifique prétend une meilleure compréhension de la façon dont trois collectivités territoriales bas-normandes se servent de l'évaluation des politiques publiques au quotidien pour prendre des décisions. Elle envisage, en outre, de déterminer le degré de maturité des pratiques évaluatives au sein de chaque collectivité.

Adaptant à l'échelle territoriale les cadres théoriques proposés notamment par Furubo et al. (2002), Trosa (2003) et Toulemonde (2000), les réponses à notre questionnaire et les échanges maintenus lors de nos entretiens nous permettent d'avancer une première caractérisation de la culture évaluative de ces trois institutions publiques. Ces résultats intermédiaires nous amènent par la suite à repérer les entraves actuelles à l'appropriation et l'utilisation de l'évaluation par les élus et les cadres de la fonction territoriale. Enfin, nous proposons des leviers pour améliorer la réceptivité des acteurs publics territoriaux aux résultats des évaluations des politiques publiques.

2015-2016

Étudiant : Jennifer KASPERCIC

Titre : Le vieillissement de la population : une opportunité en termes de développement territorial et d'attractivité

Résumé :

La population française va connaître un bouleversement démographique important, avec un vieillissement croissant de sa population. Le marché français dédié aux seniors pèse aujourd'hui 132 milliards d'euros. Transport, habitat, alimentaire, nouvelles technologies... les secteurs où les seniors développent de nouveaux besoins ne se limitent pas à la santé. En toute logique, le marché du vieillissement commence à susciter les convoitises...

C'est dans ce contexte que le terme de « Silver économie » s'est créé en France en 2014. Signé le 12 décembre 2013, le contrat de filière Silver économie poursuit le développement de 49 actions autour de plusieurs axes, et est à l'origine d'une dynamique nouvelle entre des acteurs qui jusqu'à présent se connaissaient mal. En janvier 2014, la Ministre déléguée chargée des Personnes âgées et de l'autonomie, Michèle Delauney, a labellisé la Basse-Normandie comme première « Silver région » grâce aux différentes innovations développées par les entreprises de la région, aux organismes d'accueil des personnes âgées ou de formation au service des seniors.

L'objet de cette étude traitera ainsi de la Normandie dans son contexte de réunification et des retombées (positives ou négatives) du développement de la Silver économie dans un contexte d'attractivité du territoire et de concurrence de plus en plus accrue entre les territoires.

Étudiant : Pierre NICOLLET

Titre : Silver économie et économie de fonctionnalité. Quels impacts socio-économiques et territoriaux en Normandie.

Résumé :

L'économie de la fonctionnalité prône avant tout l'usage d'un bien et non l'achat de celui-ci. Il s'agit de nouvelles solutions pour les entreprises (diversification des activités, nouveaux moyens de rentabilité, baisse des investissements, activité vertueuse...). Le mémoire tente d'appréhender cette nouvelle économie dans le cadre de la Silver économie. Comment peut-elle se développer ? Sous quelles conditions ? Avec quels impacts ?

Étudiant : Bertille LEROUX

Titre : Prix et labels internationaux et impacts sur l'attractivité territoriale. L'exemple de Nantes, capitale verte de l'Europe.

Résumé :

Dans un contexte concurrentiel mondial, les villes rivalisent entre elles pour accroître leur attractivité et préserver leur croissance. Toutes les opportunités sont à saisir : Quête de reconnaissance internationale, « sursaut » économique pour les villes progressivement détrônée par les Métropoles, politique d'image forte, ou encore, de développement durable.

Nous nous interrogerons sur les motivations qui poussent les villes à promouvoir leurs atouts et à concourir. Ainsi l'obtention d'un prix international, répondant excellemment à une grille d'évaluation et de sélection, conditionnerait la capacité des villes à attirer de nouveaux flux (biens/services, capitaux, main d'œuvre). Nous pointerons les enjeux en termes d'attractivité et de compétitivité.

2016-2017

Étudiant : Roméo PEUVREL

Titre : L'impact de la politique structurelle européenne sur les projets d'aménagement du territoire

Résumé :

Ce mémoire s'intéresse à la thématique de la consommation des fonds européens et leur impact sur les projets d'aménagement du territoire. Pour cette étude, nous nous appuyons sur la théorie de l'acteur stratégique de

Crozier et Friedberg. Dans cette perspective, l'ensemble des actions menées par les individus dans le système d'acteurs sont considérées comme des actions rationnelles permettant de poursuivre une stratégie. Dans la mesure où des fonds européens sont disponibles pour l'aménagement sur un territoire, nous pouvons nous poser la question des motivations qui poussent à mobiliser ce type de financement ou à ne pas les mobiliser. Ce choix du recours, ou non recours aux fonds européens, peut être considéré comme le révélateur d'une stratégie territoriale de la part des structures.

Étudiant : Laura VARIN

Titre : Le rôle des financements régionaux et européens dans le financement de la recherche en science fondamentale et appliquée à Caen

Résumé :

L'Union européenne (UE), dans le cadre de sa politique de cohésion (Fonds FEDER), incite les régions à développer l'esprit de partenariat entre les entreprises et les entités de recherche afin de permettre aux territoires de prendre conscience de leurs potentiels et de leurs spécificités. Elle appuie également l'excellence scientifique européenne en finançant des projets collaboratifs pour développer de nouvelles compétences et technologies (H2020). Des entretiens semi-directifs avec des chercheurs de l'Université de Caen, en Normandie, nous ont permis de confronter ces deux modes de financement. Unaniment, il est apparu que les projets H2020, bien qu'étant très généreux, n'avaient pas leurs faveurs, bien au contraire. Les fonds FEDER sont plus largement plébiscités par les chercheurs caennais car les modalités d'attribution sont plus simples, et les dotations reproductibles. De plus, le porteur de projet peut rencontrer son financeur, la Région, ce qui n'est pas le cas pour les projets européens. La Région Normandie est considérée avant tout comme un partenaire capable d'aiguiller le chercheur pour lui permettre de valoriser le projet via les critères de spécialisation attendu par la politique régionale.

Étudiant : Rose-Marie TOSTIVINT

Titre : La politique régionale de l'innovation de l'Union Européenne : processus d'élaboration et application de la Stratégie de Spécialisation Intelligente en Basse-Normandie

Résumé :

Notre travail de recherche porte sur l'élaboration et l'application de la Stratégie de Spécialisation Intelligente (SSI) en Basse-Normandie, concept devenu récemment le pivot de la politique régionale de l'Union Européenne dans le champ de la recherche et de l'innovation.

A l'échelle régionale, notre étude s'intéresse plus précisément aux impacts de la SSI sur la gouvernance territoriale de l'innovation et à son incidence sur la gestion des fonds structurels. Par quels processus la Stratégie de Spécialisation Intelligente s'est-elle (co)construite en Région Basse-Normandie et dans quelle mesure influence-t-elle la mobilisation des fonds structurels régionaux ? Nous nous attacherons à répondre à cette problématique par une évaluation du rôle de la Région Basse-Normandie dans la coordination des différentes parties prenantes mobilisées autour de la définition d'une Stratégie Régionale d'Innovation. Des éléments de réponse seront également formulés grâce à une évaluation de l'accès au fonds FEDER par les différents acteurs régionaux intervenant dans le domaine de l'innovation.